

Zeitschrift: Domaine public
Band: 25 (1988)
Heft: 925

Artikel: Votre confiance est notre capital
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018377>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La recherche de nouvelles bases

(jd) L'analyse des transformations de la société (DP 923) et de la situation présente du parti socialiste suisse (DP 924) conduit le groupe «Perspectives» à préconiser une nouvelle stratégie politique. Ce dernier n'a pas la prétention de définir exhaustivement et à lui tout seul cette stratégie; il se limite à avancer quelques propositions pour un débat qui doit enfin s'ouvrir.

Le PS doit en priorité identifier les problèmes majeurs de la société, les problèmes dont la solution va influencer fortement notre avenir. Le groupe mentionne notamment:

— La place du travail dans les transformations structurelles de l'économie: assurer les emplois, empêcher l'évolution vers une société duale (salariés/chômeurs, spécialistes/manœuvres); répartition et flexibilisation du temps de travail.

— La protection du milieu naturel: développement d'une économie qui intègre l'environnement, d'une consommation et de loisirs écologiques.

— L'adaptation de la sécurité sociale aux réalités actuelles: d'une attitude défensive à des propositions positives.

— Le rôle de l'Etat.

— L'égalité entre hommes et femmes.

— La maîtrise des dangers liés aux nouvelles technologies et la contribution de ces dernières au progrès.

— Problèmes et développements potentiels de la société des loisirs: culture, formation, tourisme, médias.

— Promotion de la paix et de la justice dans le monde: politique de sécurité et politique étrangère, rapports de la Suisse avec l'Europe (le texte date de 1986!) et avec le tiers monde.

Ce bref inventaire montre qu'à l'avenir les clivages sociaux et économiques ne seront plus prioritaires, dans la mesure où les problèmes majeurs que nous aurons à affronter ne permettent pas une analyse en termes d'affrontements sociaux traditionnels. Le groupe «Perspectives» en conclut que la politique socialiste doit trouver des bases plus larges que la représentation des intérêts économiques de certaines couches sociales.

Ces problèmes appellent des réponses crédibles. C'est la tâche du parti socialiste, s'il veut conduire une politique efficace, d'élaborer assez tôt ces répon-

ses, avant même que ne s'ouvre le débat dans l'opinion publique. Sur tous les thèmes qui lui paraissent d'importance pour l'évolution de la société, le PSS a à jouer un rôle de précurseur. Ainsi armé, il pourra mieux convaincre les citoyennes et les citoyens de la validité de ses réponses. L'hégémonie culturelle,

Votre confiance est notre capital

(ag) La Suisse appartient au cercle sélectif des pays les plus riches, on le sait; mais de tous ces privilégiés, elle a de surcroît une capacité d'épargne exceptionnelle.

Prenons les chiffres les plus récents, ceux des comptes nationaux 1987 que vient de publier l'Office fédéral de la statistique. Et dans la rubrique «Formation brute de capital de la nation», retenons trois chiffres significatifs:

— Epargne des assurances sociales (pas uniquement, mais essentiellement, celle du second pilier): 15 mia

— Epargne des sociétés (bénéfices non distribués pour constituer des réserves et des provisions): 17,5 mia

— Epargne des ménages (en forte augmentation depuis deux ans, malgré les impôts et les charges sociales): 13,7 mia. Au total 46,3 mia. Et ne parlons pas de l'épargne de l'Etat (mais oui!) pour 8,3 milliards, ni de la capacité d'amortissement, forte, des entreprises.

Or, les salariés qui, pour une grande

selon l'expression du socialiste allemand Peter Glotz, est l'antichambre du pouvoir politique; sans message clairement articulé, sans objectifs pour le long terme, il n'y a pas de mobilisation possible.

Pour ce qui est de l'application de son programme, le PSS est confronté à une difficulté spécifique: parti de gouvernement et simultanément formation minoritaire, il a peine à rendre visible son profil aux yeux des électrices et des électeurs. D'où la nécessité d'expliquer les contraintes — liées notamment au rapport des forces — qui empêchent ou rendent difficile l'application de son programme. D'où l'exigence d'une meilleure coordination entre magistrats et députés, entre les activités aux différents niveaux politiques et d'une bonne circulation de l'information. ■

part, sont à l'origine de cette formation du capital de la nation — soit qu'ils cotisent, soit qu'ils assurent la productivité des entreprises, soit qu'ils épargnent

— ne retirent aucun pouvoir de «leurs» milliards.

Non seulement la Suisse est le pays à la plus forte épargne nationale, mais encore le pays où cette épargne échappe le plus à ceux qui la forment.

Extrême paradoxe. Beat Kappeler a consacré à ce sujet, dans le *Tages Anzeiger Magazin* (n° 25, 25 juin 1988) un article remarquable.

Approches

Cette épargne (toujours au sens large du terme — formation du capital de la nation — et non au sens restrictif d'épargne, individuelle, des ménages) pourrait, notamment celle du second pilier, être ressaisie dans des fonds, gérés ou cogérés par les représentants des salariés. DP souhaite depuis longtemps que les travailleurs aient, grâce à ce levier,

«Votre confiance est notre capital.»
Slogan publicitaire de l'entreprise française Darty qui, depuis peu, appartient à son personnel.

un pouvoir de décision économique, donc un poids social accru.

Des fonds de telle nature pourraient être aussi, à la suédoise, alimentés par les bénéficiaires des entreprises.

Beat Kappeler ne s'arrête pas à ces initiatives, qui ont pourtant leur originalité propre. Ce qui l'intéresse, c'est le pouvoir du salarié sur sa propre entreprise. Il faut, dans cette perspective, insister sur des chiffres souvent ignorés, ceux du montant de l'épargne des sociétés. Avec 17,5 milliards, les sociétés mettent en réserve beaucoup plus que tous les ménages réunis. Elles seraient donc en mesure d'alimenter un fonds géré par le personnel en le dotant d'actions dont la valeur correspondrait à ce gigantesque autofinancement. Au lieu que seuls les actionnaires ordinaires bénéficient par plus-value de leurs titres de l'enrichissement de l'entreprise, enrichissement auquel il n'ont pas contribué activement, les véritables responsables de la réussite en profiteraient, non sous forme de salaires accrus, à convertir en biens de consommation, mais en titre de propriété sur leur propre entreprise.

On retrouve les thèses que nous avons depuis longtemps défendues sur l'épargne négociée. Par rapport aux expériences d'il y a vingt ans, ces idées, hélas, aujourd'hui sont en recul. Alors que d'aucuns voudraient, pour mieux lutter contre les *raiders* et les OPA inamicales, empêcher toute sous-évaluation boursière, souhaitant que les actions vendues anonymement en bourse traduisent par leur cours toute augmentation des réserves, pourquoi la contre-proposition, celle de l'épargne négociée, ne reprend-elle pas vigueur? Elle serait pourtant une réplique forte et imparable aux *raiders*. Si les syndicats ne saisissent pas l'opportunité du climat actuel pour une relance de cette idée forte, ils laissent passer leur chance.

Le rachat par le personnel

Beat Kappeler donc s'intéresse plus particulièrement aux rachats d'entreprises par leur personnel. On en avait jusqu'ici une idée fautive, n'ayant à l'esprit que les décisions isolées de travailleurs n'acceptant pas la faillite et reprenant courageusement l'entreprise à leur propre compte. Or l'évolution internationale est tout autre. Quelques exemples.

Avis, location de voiture, rachetée en 1987 par son personnel pour 2,5 milliards, à crédit.

Pan Am voit le personnel souscrire au 1/6 de son capital.

Kappeler estime qu'aux Etats-Unis, un travailleur sur dix participe sous une forme ou une autre au capital de sa propre société. Le juriste Louis O. Kelso de San Francisco, qui a mis au point un modèle de rachat total ou partiel d'entreprise par le personnel ESOP (*employee stock ownership plans*) s'attend à voir le quart des places de travail américaines passer entre les mains des salariés.

Est-ce cher?

Lorsque l'entreprise est prospère, on imagine l'opération fort coûteuse. Pas nécessairement.

Beat Kappeler a calculé le coût de quelques opérations récentes suisses.

Le paquet d'actions permettant d'avoir une influence dominante sur Sulzer a été vendu par Tito Tettamanti à Werner K. Rey pour un prix qui correspond à 6000 francs par place de travail.

Si le personnel de Mikron à Bienne avait voulu souscrire le paquet d'actions détenu par le fondateur Gasser (51% des voix), c'est aussi 6000 francs que chaque travailleur aurait dû déboursier.

Le groupe d'EMS a dû coûter à Christoph Blocher 10'000 francs par place de travail.

Ces chiffres révèlent donc des opérations accessibles. Le système ESOP dont il a été question les rend possibles aux Etats-Unis grâce à deux facilités. D'abord le recours aux prêts bancaires. Une fondation emprunte la somme nécessaire pour le rachat; elle est détentrice des actions, les dividendes paient en totalité ou partiellement les intérêts dus.

La rentabilité de l'opération est obtenue grâce aux fortes exonérations fiscales: pas d'impôts sur les dividendes reçus par la fondation et pour les banques, qui avancent le crédit, exonération fiscale de moitié sur les intérêts encaissés. Une fois maître du jeu, le personnel, parfois, agit comme les managers et en donne la démonstration. La vente de la filiale européenne d'Avis, pour 400 millions, contribua de manière décisive au remboursement des crédits sollicités pour l'opération d'achat de l'ensemble du groupe.

Un mouvement général

Partout, la législation encourage les prises de participation par le personnel.

Au Canada, avec des prêts et des subventions gouvernementales, les syndicats investissent dans le capital risque. En France, exonération fiscale pour les fonds de participation. Le modèle suédois est connu.

Ce qui frappe dans ce recensement dressé par Kappeler, c'est le dynamisme que reflètent ces prises de participation. Elles ne sont pas la solution de la question sociale, mais une manière de bousculer les classements figés. Les salariés récupèrent une part de pouvoir. Significatif de voir les incitations données par des Etats réputés pour leur libéralisme.

En Suisse, on observe, entre toutes, la plus forte formation de capital par la nation, mais aucune exploitation par les salariés de cette situation unique. Signe inquiétant sur le degré de notre dynamisme national. ■

EN BREF

Plusieurs écoles primaires privées avaient été fondées dans le canton de Zurich dans la foulée de 1968. Trois existent encore, mais les pionniers ont été remplacés par des enseignants plus classiques. Ces derniers, cependant, souffrent encore de la méfiance des «bien pensants». Ces écoles sont situées à Affoltern am Albis, Oberglatt et Zurich-Trichtenhausen.

Les autorités de la ville de Berne mènent actuellement une campagne pour modérer le chauffage et l'usage de la voiture personnelle. La documentation est imprimée sur papier recyclé (y compris, nouveauté, l'affiche) et sur du matériel sans cadmium (étiquettes collantes).

Les associations nationales de sociologie de Suisse, d'Autriche et d'Allemagne fédérale ont organisé un congrès commun à Zurich. Un congrès de sociologie avait déjà eu lieu il y a soixante ans en Suisse, mais les sociologues germanophones n'avaient alors que la société allemande comme lieu de rassemblement.